

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2429

2 octobre 2013

SOMMAIRE

54th Street Holdings	116552	Hellas S.à r.l.	116583
900XP Air Investments I S.à r.l.	116547	Icetree S.à r.l.	116591
Abacanto SA	116554	International Cable Holdings S.à r.l.	116555
ABC Heritage Assets Holding S.A.	116554	ista Luxembourg GmbH	116556
Accotrust	116555	Jucharo S.à r.l.	116592
ACF III Investment S.à r.l.	116556	KBL European Private Bankers S.A.	116555
ACF II Investment S.à r.l.	116556	Layetana Development Partners 1 - LUX, GP, S.à r.l.	116592
ACF II Investment S.à r.l.	116551	Lux 16 Starlight EUR S.à r.l.	116592
ACF I Investment S.à r.l.	116554	Materials Technics S.A.	116557
ACF I Investment S.à r.l.	116555	Novaluxco 1 S.A.	116550
ACF IV Investment S.à r.l.	116556	Novol S.A.	116570
Agrotrade Group S.A.	116553	One Brindleyplace Lux S.à r.l.	116591
Air Valanga S.A.	116550	S2DM S.A.	116548
Alba Luxco S.à r.l.	116554	Scrap Trading International S.A.	116546
Alpha Beta Consulting	116553	SGAM Alternative Relative Value Strate- gies Diversified Fund	116548
Alpha Beta Consulting	116553	SGAM Alternative Relative Value Strate- gies Diversified Fund	116547
A.M.P. Grenailles S.A.	116551	Sheridan Solutions SICAV-FIS	116549
Am Roemerhof S.à r.l.	116583	Soma.lu S.A.	116546
Anwolux Montage	116550	Southern Cross S.A.	116546
Anwolux s. à r.l.	116549	Superior Real Estate S.A.	116551
Azure Invest S.A.	116546	Sure Insurance	116547
Banvest S.A.	116547	Sure Invest	116547
Business & Marketing (B & M) S.à r.l.	116586	Suruna S.à r.l.	116548
Cira Holding S.A.	116587	translate.IT S. à r.l.	116549
DECO-PEINT S.à r.l. Peinture et Décora- tion	116554	Treveria C S.à r.l.	116550
Dr Crott Consulting S.à r.l.	116553	Ukrainian Agrarian Investments S.A.	116581
Emerald First Layer " J " S.A.	116556	VO Consulting Lux S.A.	116552
EMS Holdings S.à r.l.	116584	Xylem Financing S.à r.l.	116549
Espy S.à r.l.	116552	Xylem Global S.à r.l.	116548
Financière Figaro II S.à r.l.	116551	Xylem Luxembourg S.à r.l.	116552
Financière Figaro S.à r.l.	116553		
Globe Express Services	116587		

Scrap Trading International S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 111.762.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013: -

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIAIRY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n°RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIAIRY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour SCRAP TRADING INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2013115089/17.

(130139490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Soma.lu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 103.284.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013115116/10.

(130139172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Southern Cross S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 96.193.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/08/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013115117/12.

(130139146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Azure Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 133.050.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 août 2013.

Pour: AZURE INVEST S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013115294/15.

(130140554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

SGAM Alternative Relative Value Strategies Diversified Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.479.

—
Veuillez noter la fusion de KPMG Advisory SARL au sein de KPMG Luxembourg S.à r.l. qui agit en tant que liquidateur du fonds SGAM Alternative Relative Value Strategies Diversified Fund (en Liquidation) à compter du 3 octobre 2011.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Zia Hossen

Associé de KPMG Luxembourg S.à r.l.

Le Liquidateur

Référence de publication: 2013115094/14.

(130139185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Sure Insurance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5713 Aspelt, 23, Op der Sank.
R.C.S. Luxembourg B 87.701.

—
Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115121/10.

(130139124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Sure Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5750 Frisange, 16C, rue de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 164.654.

—
Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115122/10.

(130139123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

900XP Air Investments I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 145.589.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 900XP AIR INVESTMENTS I S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013115209/11.

(130139794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Banvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 137.934.

—
Les comptes annuels au 31 mai 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115304/9.

(130140413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

SGAM Alternative Relative Value Strategies Diversified Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 93.479.

Veuillez noter le changement d'adresse du siège social du fonds SGAM Alternative Relative Value Strategies Diversified Fund (en Liquidation) du 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg à compter du 8 juillet 2013.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Zia Hossen

Associé de KPMG Luxembourg S.à r.l.

Le Liquidateur

Référence de publication: 2013115095/15.

(130139510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Suruna S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5447 Schwebsange, 10, route Nationale.
R.C.S. Luxembourg B 105.762.

Gesellschafterbeschluss vom 7. August 2013

Erster und einziger Beschluss

Der alleinige Gesellschafter der SURUNA S. à r.l. beschließt die Abberufung von Herrn Toni PEREIRA CADETE, wohnhaft in L-6925 Flaxweiler, 12, rue Principale, von seinem Mandat als technischer Geschäftsführer.

SURUNA S.à r.l.

Jessica FEHR

Référence de publication: 2013115123/13.

(130139143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

S2DM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 117.250.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/08/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013115124/12.

(130139166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Xylem Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.321.825,00.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 11, Breedewues.
R.C.S. Luxembourg B 172.763.

Extrait de l'assemblée générale de l'associé unique de la Société tenue au siège social en date du 23 juillet 2013

L'associé unique décide de porter le nombre de gérants à cinq (5) et de nommer Monsieur Vikram Nanwani, demeurant professionnellement à 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg comme nouveau gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2013115191/14.

(130139292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Sheridan Solutions SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 158.943.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2013

- L'Assemblée renouvelle le mandat de réviseur d'entreprises agréé de KPMG Audit S.à r.l., ayant son siège social au 9, Allée Scheffer à L-2520 Luxembourg. Ce mandat se terminera lors de l'assemblée qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 7 août 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013115098/15.

(130139008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Xylem Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 11, Breedewues.
R.C.S. Luxembourg B 173.736.

Extrait de l'assemblée générale de l'associé unique de la Société tenue au siège social en date du 23 juillet 2013

L'associé unique décide de porter le nombre de gérants à six (6) et de nommer Monsieur Vikram Nanwani, demeurant professionnellement à 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg comme nouveau gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2013115198/14.

(130139297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Anwolux s. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 83A, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 18.037.

Extrait de l'assemblée des associés tenue le 01.03.2013

L'assemblée des associés décide à l'unanimité de révoquer à la date de ce jour, de la gérance administrative, Monsieur Romain SCHEFFEN, demeurant à L-4918 Bascharage, 21, rue Nicolas Meyers,

et décide de nommer avec effet immédiat, gérant de la société, Monsieur Pol KOPPES, ing. & dipl. IAE, demeurant professionnellement à L-3961 Ehlang/Mess, 7a, am Brill.

Signature.

Référence de publication: 2013115224/13.

(130139371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

translate.IT S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 41, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 164.424.

Beschluss der translate.IT S.à r.l.

Die Gesellschaft verlegt Ihren Gesellschaftssitz innerhalb von Remerschen. Die neue Anschrift ist 41, route du Vin, L-5441 Remerschen.

Luxemburg, den 08.08.2013.

Translate.IT S.à r.l.

Référence de publication: 2013115235/12.

(130140101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Treveria C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 112.020.

Extrait des résolutions des gérants

En date du 7 août 2013, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la société du 73, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg au 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2013115132/15.

(130139812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Novaluxco 1 S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 48.654.000,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 158.762.

L'adresse professionnelle de Monsieur Alain Nicolai, administrateur de la Société, est désormais le 1, Place de l'Etoile, L-1479 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013115232/14.

(130139188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Anwolux Montage, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 83A, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 22.795.

Extrait de l'assemblée des associés tenue le 01.03.2013

L'assemblée des associés décide à l'unanimité de révoquer à la date de ce jour, de la gérance administrative, Monsieur Romain SCHEFFEN, demeurant à L-4918 Bascharage, 21, rue Nicolas Meyers,

et décide de nommer avec effet immédiat, gérant de la société, Monsieur Pol KOPPES, ing. & dipl. IAE, demeurant professionnellement à L-3961 Ehlang/Mess, 7a, am Brill.

Signature.

Référence de publication: 2013115225/13.

(130139367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Air Valanga S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 173.222.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue le 08 août 2013.

Monsieur Serge CRASNIANSKI, né le 3 juillet 1942 à Grenoble, domicilié au 13, rue de la Madeleine, CH-1204 Genève, est nommé Administrateur supplémentaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2018

Pour la société

AIR VALANGA S.A.

Référence de publication: 2013115279/12.

(130140370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Financière Figaro II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 155.694.

L'adresse professionnelle de Monsieur Alain Nicolai, gérant de la Société, est désormais le 1, Place de l'Etoile, L-1479 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013115227/13.

(130139196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

ACF II Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 144.310.

L'adresse professionnelle de Monsieur Alain Nicolai, gérant de la Société, est désormais le 1, Place de l'Etoile, L-1479 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013115223/14.

(130139196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Superior Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 115.751.

Extrait de la résolution prise lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 6 juin 2013

1. L'assemblée prend acte que la dénomination de la société à responsabilité limitée DEC S.à r.l. en sa qualité de Commissaire aux comptes, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B143543 et ayant son siège social à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg a été remplacée par la dénomination PERSKY GmbH;

Luxembourg, le 6 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

SUPERIOR REAL ESTATE S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013115120/16.

(130139410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

A.M.P.G. S.A., A.M.P. Grenailles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 50, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 35.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour A.M.P. GRENAILLES S.A. en abrégé A.M.P.G. S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013115236/11.

(130140203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

VO Consulting Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 6, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 61.459.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 26 juin 2013 à Windhof

L'Assemblée Générale de la société VO CONSULTING LUX S.A. a pris la résolution suivante:

1. Le mandat d'administrateur de Monsieur Eric Jolas étant arrivé 6 terme, celui-ci est renouvelé pour une durée de six ans et ce, rétroactivement 6 compter du 21 mai 2013.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 26 juin 2013 à Windhof

Le Conseil d'Administration de la société VO CONSULTING LUX S.A. a pris la résolution suivante:

1. Les Administrateurs nomment au poste de Président du Conseil d'Administration Monsieur Eric Jolas, demeurant 6 Rue des Roses, 207e, B-6730 Rossignol, pour une durée de six ans et ce, rétroactivement 6 compter du 21 mai 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013115178/16.

(130139089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Xylem Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1259 Senningerberg, 11, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 89.548.

Extrait de l'assemblée générale des associés de la Société tenue au siège social en date du 23 juillet 2013

Les associés décident de porter le nombre de gérants à six (6) et de nommer Monsieur Vikram Nanwani, demeurant professionnellement à 11, Breedewues, L-1259 Senningerberg comme nouveau gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2013115195/14.

(130139296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

54th Street Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 147.206.

Les comptes annuels au 31 octobre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115208/10.

(130139206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Espy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 167.041.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue extraordinairement à Pommerloch le 10 janvier 2013 à 11 heures

Il résulte dudit procès-verbal que Monsieur Pierre Crochet, domicilié à B-4577 Modave, 7, rue les Gottes a démissionné de son poste de gérant et de délégué à la gestion journalière et que Monsieur Pierre-Yves Dozo, domicilié à B-4121 Neuville-en-Condroz, 3, avenue des Chèvrefeuilles, a été nommé à la fonction de délégué à la gestion journalière.

Sébastien Ryhon

Gérant

Référence de publication: 2013115390/14.

(130140628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Dr Crott Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2349 Luxembourg, 61, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 153.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115376/9.

(130140076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Financière Figaro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 136.234.

L'adresse professionnelle de Monsieur Alain Nicolai, gérant de la Société, est désormais le 1, Place de l'Etoile, L-1479 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013115228/14.

(130139203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Agrotrade Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 159.473.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Agrotrade Group S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013115241/11.

(130140183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Alpha Beta Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 47, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013115246/10.

(130140002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Alpha Beta Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 47, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2012.

Signature.

Référence de publication: 2013115247/10.

(130140003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ACF I Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.000.000,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 139.901.

L'adresse professionnelle de Monsieur Alain Nicolai, gérant de la Société, est désormais le 1, Place de l'Etoile, L-1479 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Signature**Un mandataire*

Référence de publication: 2013115222/14.

(130139199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Abacanto SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 151.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013115237/10.

(130140104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Alba Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 159.342.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66961 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115244/10.

(130140662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ABC Heritage Assets Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 133.296.

La version abrégée des comptes au 31 décembre 2011 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013115269/11.

(130140037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

DECO-PEINT S.à r.l. Peinture et Décoration, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6916 Roodt-sur-Syre, 41, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 36.253.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115380/9.

(130140041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

KBL European Private Bankers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 43, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 6.395.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 18 avril 2013

Composition du Conseil d'Administration

En sa séance du 18 avril 2013, notre Conseil d'Administration a été informé que Monsieur Edmond MULLER, Administrateur, adresse privée: 18, rue de Kahler, L- 8378 Kleinbettingen renonce à son mandat d'administrateur avec effet au 15 avril 2013.

Luxembourg, le 30 juillet 2013.

Certifié sincère et conforme

S. MARISSENS / J. PETERS

Secrétaire Général / Administrateur-Directeur

Référence de publication: 2013115229/16.

(130139217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

Accotrust, Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, 31, rue Hiehl.

R.C.S. Luxembourg B 102.929.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

André Kayser

Adm.dél.

Référence de publication: 2013115270/11.

(130139980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ACF I Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 139.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115271/10.

(130140198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

International Cable Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 167.576.

Par le présent avis, la Société informe les tiers du changement suivant concernant ses associés:

- Investindustrial IV L.P., associé, a désormais pour siège social le 180-186 Brompton Road, 3rd floor, SW3 1HQ Londres, Grande-Bretagne;

- Upper Brook Street Investments II LP, associé, a désormais pour siège social le 11, Old Jewry, 6th floor, EC2R 8DU, Londres, Grande-Bretagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Virginie Boussard

Gérant

Référence de publication: 2013115483/17.

(130140105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ista Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.800.000,00.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 125.994.

Avec effet au 9 août 2013, ista Holdco 2 Sàrl, associé unique de la Société, a transféré à Trius Investment Sàrl ayant son siège social au 20, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et immatriculée sous le numéro B176707 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, la totalité des 1.800.000 parts sociales qu'elle détenait.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

ista Luxembourg GmbH

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013115234/15.

(130140661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ACF II Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 144.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115272/10.

(130140184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ACF III Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 170.245.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115273/10.

(130140275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

ACF IV Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 170.836.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013115274/10.

(130140330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Emerald First Layer " J " S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 118.091.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013115388/9.

(130140239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2013.

Materials Technics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 52.042.

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE VINGT-SIX SEPTEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dénommée «MATERIALS TECHNICS S.A.», ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 412F, Route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et Sociétés de Luxembourg à la section B, sous le numéro 52042, (ci-après la «société»),

constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 2 août 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 549 du 26 octobre 1995,

et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1465 du 12 juin 2012 (ci-après la «Société»).

L'assemblée générale est présidée par Monsieur Jean-Hugues DOUBET, employé à Luxembourg,

le Président désigne comme secrétaire Madame Christine de L'ISLE, employée à Luxembourg

et l'assemblée générale choisit comme scrutateur Monsieur Thierry JACOB, employé à Luxembourg,

tous ici présents et acceptant.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle, après avoir été signée par tous les actionnaires présents et les porteurs de procurations des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente minute avec laquelle elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Monsieur le Président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Que suivant la liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal, toutes les quatre mille neuf cent trente et une (4.931) actions de catégorie A et trente-quatre mille quatre cent soixante-neuf (34.469) actions de catégorie B, d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, représentant l'entiereté du capital social s'élevant à trois cent quatre-vingt-quatorze mille euros (EUR 394.000,-), sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale, laquelle peut valablement délibérer et décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II. Que la Société n'a pas émis d'emprunts obligataires, ni d'actions sans droit de vote.

III. Que l'ordre du jour de la présente assemblée générale est le suivant:

Ordre du jour

1. Suppression des catégories d'actions A et B pour les remplacer par une catégorie d'actions Ordinaires. Modification subséquente de l'article 5 alinéa 1 pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 394.000 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille euros), représenté par trente-neuf mille quatre cents (39.400) actions ordinaires d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, toutes entièrement libérées.

2. Suppression de l'article 7 et renumérotation subséquente de tous les articles pour tenir compte de cette suppression.

3. Modification du nouvel article 24 suite à la renumérotation par suppression des alinéas 3 à 6 et remplacement par un nouvel alinéa 3 à la teneur suivante: «Sur l'actif net, provenant de la liquidation, après apurement du passif, le solde est réparti entre tous les actionnaires en fonction du nombre d'actions qu'ils détiennent.».

4. Présentation et approbation de la situation intérimaire au 31 juillet 2013.

5. Transfert du siège social statutaire, du siège de direction effective et de l'administration centrale du Grand-Duché de Luxembourg vers la France, et adoption de la nationalité française.

6. Refonte complète des statuts pour les adapter à la législation française, fixation de la durée de la société, et modification de son objet pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet en France comme à l'étranger:

- la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises françaises ou étrangères ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations,

- elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement,

- elle peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter,

- la société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties,

- la société pourra faire en outre toutes opérations, commerciales, industrielles, et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.»

7. Election du Conseil d'Administration.
8. Nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant en France.
9. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.
10. Nomination de SGG S.A. en tant que représentant fiscal à Luxembourg.
11. Délégation de pouvoirs à Maître MILANO Nadine, avocate, afin de faire enregistrer la société en France.
12. Divers.

Exposé:

Le Président de l'assemblée générale déclare que la présente assemblée a pour objet de décider le transfert du siège statutaire, de la direction effective et de l'administration centrale de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers la France, et plus spécialement à l'adresse suivante: 20, rue Auguste Tramier, F-69130 Ecully, et d'adopter pour la Société la nationalité française conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique, maintenue sans rupture et sans création d'une nouvelle personne morale. De plus, le soin a été confié à la présente assemblée d'ajuster les statuts de la société à la loi du nouveau pays du siège social.

Le Président soumet à l'assemblée la situation comptable intérimaire arrêtée au 31 juillet 2013.

Sur ce, l'assemblée générale, réunissant l'intégralité du capital social, après s'être considérée comme régulièrement constituée, approuve l'exposé du président et, après l'examen des différents points à l'ordre du jour et délibération, prend par vote unanime et séparé pour chacune des résolutions ci-après et dans chaque catégorie d'actions, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de supprimer les catégories d'actions A et B dans le but de les remplacer par une catégorie d'actions ordinaires et confirme que le capital social de la société s'élèvera dorénavant à trois cent quatre-vingt-quatorze mille euros (EUR 394.000,-) et sera représenté par trente-neuf mille quatre cents (39.400) actions ordinaires ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Il est encore précisé, afin d'éviter un quelconque doute, que suite à la suppression de catégories d'actions, la proportion de la participation dans le capital de chaque actionnaire restera inchangée et que toutes les actions bénéficieront désormais des mêmes droits et avantages.

L'assemblée constate que la présente résolution est prise en conformité avec l'article 68 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

L'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'article 5 (alinéa 1) des statuts de la société pour lui donner la teneur telle que spécifiée dans le point 1 de l'ordre du jour, de supprimer l'article 7 et de procéder à la renumérotation subséquente de tous les articles pour tenir compte de cette suppression.

L'assemblée générale décide en outre de modifier le nouvel article 24 suite à la renumérotation moyennant suppression des alinéas 3 à 6 et insertion d'un nouvel alinéa 3 ayant la teneur suivante: «Sur l'actif net, provenant de la liquidation, après apurement du passif, le solde est réparti entre tous les actionnaires en fonction du nombre d'actions qu'ils détiennent.».

Deuxième résolution

L'assemblée générale approuve la situation comptable intérimaire de la société arrêtée au 31 juillet 2013.

Une copie de cette situation comptable, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour en faire partie intégrante.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité que le siège social statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la Société est transféré de Luxembourg en France à l'adresse suivante: 20, rue Auguste Tramier, F-69130 Ecully.

L'assemblée générale décide donc de faire adopter par la Société la nationalité française, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni sur le plan fiscal, ni sur le plan légal, à la constitution d'une personne juridique nouvelle. Ainsi, modifiant la nationalité luxembourgeoise vers la nationalité française, la Société n'entend plus être soumise à la loi luxembourgeoise et sera en conséquence dorénavant soumise aux lois françaises, sans dissolution préalable, puisque le transfert de siège ne comporte pas de liquidation aux fins de la loi commerciale.

Le transfert de siège se fait sur base de la prédite situation comptable intérimaire arrêtée au 31 juillet 2013. L'assemblée générale constate encore que les actifs et les passifs de la Société auparavant de nationalité luxembourgeoise, tout compris et rien excepté, restent dans leur totalité la propriété de la société française. La société est ainsi transférée avec l'intégralité de ses actifs et passifs, sans aucune réserve, sans intervention de nouvel apport ou distribution d'aucune sorte, dans une parfaite continuité patrimoniale et juridique.

Quatrième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée générale:

(i) décide d'adopter pour la société en France l'objet social suivant:

«La société a pour objet en France comme à l'étranger:

- la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises françaises ou étrangères ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations,

- elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

- elle peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter

- la société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties,

- la société pourra faire en outre toutes opérations, commerciales, industrielles, et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.»

(ii) décide de fixer la durée de la société en France laquelle sera de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter du jour de sa constitution et expirera le 1^{er} août 2094,

(iii) confirme que la société existera en France en tant que société anonyme dénommée «MATERIALS TECHNICS» et

(iv) décide de refondre complètement les statuts de la société pour les rendre conformes à la législation française, étant entendu que les formalités prévues par la loi française devront être accomplies.

Les statuts de la société «MATERIALS TECHNICS» se lisent comme suit:

« **Art. 1^{er}. Forme.** La Société MATERIALS TECHNICS S.A. a été constituée le 2 août 1995 devant Maître Jacques DELVAUX, notaire à Esch-sur-Alzette au Grand Duché de Luxembourg avec son siège social à Luxembourg, elle a ensuite transféré son Siège Social en France à la date du 26 septembre 2013.

La Société a adopté la forme d'une société anonyme de droit français par décision à l'unanimité des associés en date du 26 septembre 2013.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur en France, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet en France comme à l'étranger:

- la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises françaises ou étrangères ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations,

- elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

- elle peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter

- la société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

- la société pourra faire en outre toutes opérations, commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Dénomination. La dénomination de la Société est:

«MATERIALS TECHNICS»

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "SA" et de l'abréviation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Art. 4. Siège social. Le siège social est fixé: 20 Rue Auguste TRAMIER, 69130 ECULLY.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Art. 5. Durée. La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter du jour de sa constitution et expirera le 1^{er} août 2094.

Art. 6. Apports. Il a été fait apport à la société lors de la constitution de la somme en numéraire de LUF 1.250.000 Francs luxembourgeois convertis en Euros en date du 1^{er} janvier 2001 et correspondant à la somme de EUR 30.986,69.

Puis en date du 3 février 2003, le capital social a été augmenté d'EUR 1.013,31, en numéraire pour le porter à EUR 32.000,00.

Le 18 février 2003, le capital social a été augmenté dans le cadre du capital autorisé et par apport en numéraire pour le passer à EUR 39.490,00.

Le 31 décembre 2003 le capital social a été augmenté en numéraire et est porté à EUR 51.510,00.

Le 18 février 2004 toujours par apport en numéraire, le capital a été porté à EUR 60.800,00.

Puis le 1^{er} octobre 2004, le capital a été augmenté et porté à EUR 63.290,00, libération en numéraire.

Le 18 janvier 2006 le capital a été augmenté par un apport en numéraire et est passé à EUR 94.960,00.

Puis après conversion de plusieurs emprunts obligataires, le capital social a été augmenté pour le passer d'EUR 94.960,00 à EUR 394.000,00 en date du 10 mai 2012.

Art. 7. Capital social. Le capital social est fixé à trois cent quatre-vingt-quatorze mille euros (394 000 euros).

Il est divisé en 39.400 actions de 10 euros chacune, libérées à hauteur de 100 % de leur valeur nominale.

Toutes les actions sont de même catégorie.

Art. 8. Modifications du capital social.

1. Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur la base du rapport du Conseil d'Administration, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Conseil d'Administration dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Conseil d'Administration le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L. 228-91 du Code de commerce sont autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sur rapport du Conseil d'Administration et rapport spécial du Commissaire aux Comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si l'Assemblée Générale ou, en cas de délégation le Conseil d'Administration, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux actionnaires qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Lors de toute décision d'augmentation du capital par apport en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission au préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de l'entreprise.

2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3. Le capital social pourra être amorti en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

Art. 9. Libération des actions. Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Art. 10. Forme des valeurs mobilières. Si la Société ne procède pas à une offre au public, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de leur titulaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Art. 11. Transmission - Location des actions.

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation du régime matrimonial ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions décrites ci-après.

Le cédant doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

La décision est prise par le Conseil d'Administration et n'est pas motivée. La décision d'acceptation est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur prenant part au vote.

Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

Si la Société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un actionnaire ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Conseil d'Administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par le Conseil d'Administration est régularisée par un ordre de mouvement signé du cédant ou, à défaut, du Président du Conseil d'Administration, qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

4 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société actionnaire, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

5 - La location des actions est interdite.

Art. 12. Droits et Obligations attaches aux actions.

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Art. 13. Indivisibilité des actions - Nue-propriété - Usufruit.

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales. Son droit de vote ne peut jamais être totalement supprimé. L'usufruitier ne peut pas être privé du droit de voter les décisions concernant l'affectation des bénéfices.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

Art. 14. Conseil d'administration. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Le Conseil d'Administration est composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de six ans; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L. 225-24 du Code de commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions. Un administrateur en fonction peut devenir salarié de la Société s'il remplit les mêmes conditions et si la Société remplit celles définies par la Loi.

Les administrateurs peuvent être actionnaires ou non de la Société.

Art. 15. Organisation du conseil. Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de 80 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil peut également désigner un ou deux vice-présidents et un secrétaire qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par le vice-président le plus âgé. A défaut, le Conseil désigne, parmi ses membres, le président de séance.

Art. 16. Délibérations du conseil. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président. Le Directeur Général, ou, lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un tiers au moins des administrateurs, peuvent demander au Président, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens et même téléphoniquement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Conformément aux dispositions du règlement intérieur établi par le Conseil d'Administration, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur.

Cette disposition n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Art. 17. Pouvoirs du conseil d'administration. Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur peut se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis à leur examen.

Le Conseil d'Administration n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, ce pouvoir étant expressément réservé à l'Assemblée Générale.

Art. 18. Pouvoirs du président du conseil d'administration. Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Art. 19. Direction générale.

1 - Modalités d'exercice

La direction générale est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'Administration est prise pour une durée de 6 ans.

A l'expiration de ce délai, le Conseil doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale. Le changement de la modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

2 - Direction générale

Le Directeur Général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non.

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination. Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 80 ans. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 20. Rémunération des dirigeants.

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le Conseil d'Administration.

2 - Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et des directeurs généraux délégués. Ces rémunérations peuvent être fixes et/ou proportionnelles.

3 - Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Art. 21. Cumul des mandats. Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats d'administrateur ou de membre de Conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. Par dérogation à ces dispositions, ne sont pas pris en compte les mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233.16 du Code de commerce par la société dont elle est administrateur ou membre du Conseil de surveillance. Cette dérogation s'applique également au mandat de Président du Conseil d'Administration. Pour l'application des dispositions limitant le cumul des mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance, les mandats de gestion exercés dans des sociétés non cotées et contrôlées par une même société ne comptent que pour un seul mandat, dans la limite de cinq mandats détenus à ce titre.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus d'un mandat de directeur général ou de membre du directoire ou de directeur général unique de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. A titre dérogatoire, un deuxième mandat de direction peut être détenu dans une société contrôlée par la société dans laquelle est exercé le premier mandat. Un autre mandat de direction peut être exercé dans une société tierce, à condition que celle-ci ne soit pas cotée et que la personne intéressée n'exerce pas déjà un mandat de direction dans une société cotée.

Sans préjudice des dispositions précédentes, une même personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats de directeur général, de membre du directoire, de directeur général unique, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français. Par dérogation à ces dispositions, ne sont pas pris en compte pour le calcul de ce plafond les mandats d'administrateur ou de membre du Conseil de surveillance exercés par cette personne dans les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce par la société dont elle est directeur général, membre du directoire, directeur général unique, administrateur ou membre du Conseil de surveillance. Pour l'application de ces dispositions, l'exercice de la direction générale par un administrateur est décompté pour un seul mandat.

Toute personne physique qui se trouve en infraction avec les dispositions relatives au cumul doit se démettre de l'un de ses mandats dans les trois mois de sa nomination, ou du mandat en cause dans les trois mois de l'événement ayant entraîné la disparition de l'une des conditions fixées par la loi en cas de dérogation. A l'expiration de ce délai, la personne est démise d'office et doit restituer les rémunérations perçues, sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

Art. 22. Conventions réglementées. Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes précitées est indirectement intéressée et des conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le directeur général ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions prévues par la loi.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au directeur général, et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Art. 23. Commissaires aux comptes. Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Art. 24. Assemblées générales. Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Art. 25. Convocation et Lieu de réunion des assemblées générales. Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Toutes les actions de la Société étant nominatives, la convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en oeuvre dans les conditions de l'article R. 225-63 du Code de commerce, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi, notamment l'ordre du jour, l'adresse électronique de la Société, à laquelle peuvent être envoyées les questions écrites des actionnaires et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Art. 26. Ordre du jour. L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins 5 % du capital social et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de points ou de projets de résolutions.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée. La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Les auteurs de la demande transmettent avec leur demande une attestation d'inscription en compte. L'examen du point ou de la résolution est subordonné à la transmission d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Le comité d'entreprise peut également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Tout actionnaire peut adresser au Conseil d'Administration des questions écrites. Ces questions écrites sont envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'Administration ou par voie de télécommunication électronique à l'adresse indiquée dans la convocation au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée.

Le Conseil d'Administration répond aux questions écrites au cours de l'assemblée; il peut apporter une réponse commune dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est cependant réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site Internet de la Société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

Art. 27. Accès aux assemblées - Pouvoirs. Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles et que l'actionnaire justifie de leur inscription sur un compte tenu par la Société au jour de l'assemblée.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité; à cet effet, le mandataire doit justifier d'un mandat écrit.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements; ce formulaire doit parvenir à la Société huit jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation.

Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité dans les conditions fixées par la loi, peuvent assister aux assemblées générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des actionnaires.

Art. 28. Droit de communication des actionnaires. Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Art. 29. Feuille de présence - Bureau - Procès-verbaux. Une feuille de présence, dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Art. 30. Quorum - Majorité.

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et ayant le droit de vote, sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales.

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires dûment complétés et reçus par la Société huit jours au moins avant la date de l'assemblée.

2. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Art. 31. Assemblée générale ordinaire. L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Art. 32. Assemblée Générale Extraordinaire. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance, sauf dérogation légale.

Art. 33. Assemblées spéciales. S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires.

Art. 34. Exercice social. Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Art. 35. Inventaire - Comptes annuels. Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Art. 36. Affectation et Répartition des résultats. Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'Assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Art. 37. Paiement des dividendes - Acomptes. Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Art. 38. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social. Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Art. 39. Transformation de la société. La Société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société par actions simplifiée et la transformation en société civile sont décidées à l'unanimité des actionnaires.

La transformation en société européenne est décidée aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des statuts.

Art. 40. Dissolution - Liquidation. Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuent sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et prononcent la clôture de la liquidation.

A défaut, tout actionnaire peut demander en justice la désignation d'un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer valablement ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la

transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'actionnaire unique est une personne physique.

Art. 41. Contestations. Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission des administrateurs, de l'administrateur délégué et du commissaire actuellement en fonctions et leur accorde pleine et irrévocable décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

L'assemblée générale décide de nommer, en conformité avec la législation française, un conseil d'administration de la société française avec les pouvoirs lui conférés par les nouveaux statuts français et pour une durée de six ans sauf révocation ou démission:

- Monsieur Robert ANCIAUX, né le 8 décembre 1945 à Schaerbeek (Belgique), demeurant au 30, Avenue du Manoir, 1410 Waterloo (Belgique);
- Monsieur Bruno de LIMBURG STIRUM, né le 20 février 1966 à Sallanches (Belgique), demeurant au 2, Kastelpark, 3040 Huldenberg (Belgique);
- Monsieur John AFSETH, né le 26 mai 1954 à Ringsaker (Norvège), demeurant au 31, Rasmus Winderens, 0373 Oslo (Norvège);
- Monsieur Daniel Louis DELEAU, né le 22 mai 1937 à Forest (Belgique), demeurant au 7, Avenue des Tritons, 1410 Waterloo (Belgique),

lesquels déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements français pour leur exercice.

Monsieur Daniel Louis DELEAU, prénommé, est nommé Président du Conseil d'Administration et Directeur Général.

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Jean-Claude PERRAUD, né le 24 janvier 1960 à Lyon (France), demeurant professionnellement chez TECHNOPARC, Chemin des cuers, BP 59, 69132 Ecully, France, en tant que Commissaire aux comptes titulaire.

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Philippe CARVAHLO, né le 16 janvier 1974 à Nîmes (France), demeurant professionnellement chez CPA CONSULT, 18, Rue des Anglais, 69650 Saint-Germain au Mont d'Or, France, en tant que Commissaire aux comptes suppléant.

L'assemblée décide en outre que les émoluments des membres du conseil et des Commissaires aux comptes seront fixés en accord avec les tarifs en vigueur en France.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide, conformément à l'article 89 de la Loi Générale des Impôts, de nommer la société SGG S.A., avec siège social au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B65906, afin de recevoir toutes les notifications émises par l'Administration des Contributions Directes du Grand-Duché de Luxembourg et adressées à la Société.

Septième résolution

L'assemblée générale décide de conférer tous pouvoirs à Maître Nadine MILANO, née le 16 août 1957 à Lyon (France), demeurant professionnellement au 13, rue Tronchet, F-69006 Lyon, pour apporter aux statuts en langue française et à l'acte de transfert du siège toutes les modifications qui pourraient lui être demandées par les autorités françaises compétentes en vue de l'inscription au Registre de Commerce compétent en France.

L'assemblée générale décide en outre, de conférer tous pouvoirs au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en France auprès du Registre de Commerce compétent.

L'assemblée générale décide de soumettre toutes les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive de l'inscription de la Société auprès du Registre de Commerce compétent en France et de sa radiation au Luxembourg.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge, est estimé approximativement à EUR 2.200.-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J.-H. DOUBET, C. DE L'ISLE, T. JACOB, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 27 septembre 2013. Relation: RED/2013/1559. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 27 septembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013136250/729.

(130165997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Novol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 180.400.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND THIRTEEN, ON THE TWENTY SIXTH DAY OF SEPTEMBER.

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing at Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg).

Is held the extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company "Novol AG", with its former registered office at FL-9495 Triesen (Liechtenstein), c/o Administrat Anstalt, Landstrasse 11, incorporated in Liechtenstein on March 9, 1973, recorded in the Trade Registry of the Liechtenstein under the number FL-0001.041.929-2.

The meeting is opened by Mr Benoît TASSIGNY, jurist, residing professionally in Redange-sur-Attert, being in the chair, who appoints as secretary Mrs Ekaterina DUBLET, jurist, residing professionally in Redange-sur-Attert.

The meeting elects as scrutineer Mrs Ekaterina DUBLET, jurist, residing professionally in Redange-sur-Attert.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary that:

I.- The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of shares are shown on an attendance list, signed by the shareholders who are present, by the proxyholders of the represented shareholders, by the board of the meeting and the undersigned notary. The attendance list will be kept at the notary's office.

The proxies will remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

II.- As appears from the said attendance list, all the forty thousand (40,000) shares, representing the entire issued capital, are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting may validly decide on all the items of the agenda.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1) Transfer of the registered office and of the place of the central administration of the company from Triesen (Liechtenstein) to Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and adoption by the company of the Luxembourg nationality without change of the legal form which will remain the legal form of a public limited company ("société anonyme") / Aktiengesellschaft (S.A./AG) and without discontinuity of the legal status of the company.

2) Adoption of the following corporate object:

"The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance for resale and dispose of real estate or real estate companies located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes."

3) Cancellation of the nominal value of each share.

4) Adoption of the Euro as currency of the capital and subsequent conversion of the existing corporate capital of USD 40,000.- into EUR 31,208.- at the exchange rate as of July 10, 2013 of USD 1.- equal to EUR 0.7802

5) Increase of the company's share capital to the extent of EUR 4,792.-, in order to raise it from the amount of EUR 31,208.- to an amount of EUR 36,000.- without issuing new shares, by a contribution in cash of EUR 5,000.-; EUR 4,792.- representing the amount of the capital increase and EUR 208.- being allocated to a share premium account.

6) Adoption of a nominal value of EUR 1.- per share and exchange of the 40,000 existing shares without nominal value against 36,000 shares with a nominal value of EUR 1.- each.

7) Adoption of a) the name "Novol S.A."; b) the following articles of association of a Luxembourg public limited company in English and French; the English version prevailing:

"Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a public limited company ("société anonyme") under the name of "Novol S.A."

Art. 2. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the city of Luxembourg by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance for resale and dispose of real estate or real estate companies located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at thirty six thousand Euro (EUR 36,000.-) divided into thirty six thousand (36,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The shares of the company may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the company.

The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Title III. - Management

Art. 6. The company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, of the category A and of the category B, who need not be shareholders of the company. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

If, at a general meeting of shareholders, it is noted that the company only has one shareholder, the composition of the board of directors may be limited to one sole director until the next annual general meeting at which it is noted that the company has (again) more than one shareholder.

In this case, the sole director exercises the powers devolving on the board of directors.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman. When he is prevented, he is replaced by the eldest director.

The board of directors convenes upon call by the chairman or by the eldest director, when the chairman is prevented, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

The board of directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie in votes, the vote of the chairman of the meeting will be decisive.

Board resolutions can also be taken by circular letter, the signatures of the different board members may be apposed on several exemplars of the board resolution in writing.

Any director may also participate in any meeting of the board of directors by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 8. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Art. 9. The company will be bound in any circumstances by the joint signatures of a director of the category A together with a director of the category B, or in case of sole director by his sole signature, without prejudice of special decisions that have been reached concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly.

The board of directors may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV. - Supervision

Art. 12. The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be re-appointed.

Title V. - General meeting

Art. 13. The general meeting of shareholders of the company represents all the shareholders of the company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company, unless the present articles of association provide otherwise.

The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the second Monday of May at 10.30 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and dates as may be specified in the respective notices of meeting.

Each share entitles one vote. Each shareholder may participate to the meetings of the shareholders by appointing in writing, by telecopy, email or any other similar means of communication, another person as his proxy-holder.

If all shareholders are present or represented at a meeting of the shareholders, and if they declare knowing the agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publication.

If the company only has one sole shareholder, the latter exercises the powers devolving on the general meeting.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the company shall begin on January 1 and shall terminate on December 31 of each year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the company. Of the net profits, five per cent (5.00%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10.00%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. The company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations."

8) Appointment of the following persons as director of the category A and directors of the category B until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019:

Director of the category A:

- Mr. Samuel GELRUBIN, company director, born on January 6, 1978 in Neuilly sur Seine (France), residing at F-92200 Neuilly sur Seine (France), 100, boulevard Maurice Barres.

Directors of the category B:

- Ms. Nathalie VAZQUEZ, company director, born on May 11, 1983 in Metz (France), residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

- Mr. Sébastien ANDRE, company director, born on October 29, 1974 in Metz (France), residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, chairman of the board of directors.

9) Appointment of the private limited company COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, with its registered office at L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as supervisory auditor until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019.

10) Establishment of the registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

IV.- The following documents have been produced to the present shareholders meeting in relation with the above stipulated agenda:

- a copy of the resolution adopted by the shareholders meeting in Triesen (Liechtenstein) on September 19, 2013 regarding the transfer of the registered office and the place of central administration of the company from Triesen (Liechtenstein) to Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

- a copy of an excerpt of Trade and Companies Register of Triesen (Liechtenstein) dated July 23, 2013 and certifying that the company is duly incorporated and not in process of liquidation;

- the report of the private limited company "Audit Conseil Services Sàrl", independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), having its registered office at L-8011 Strassen (Grand Duchy of Luxembourg), 283, route d'Arlon, R.C.S. Luxembourg B 142.685, established on September 25, 2013.

Said documents, signed "ne varietur" by the members of the board and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed.

After the foregoing has been approved by the meeting, the latter has unanimously taken the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to transfer the registered office and the place of the central administration of the company from Triesen (Liechtenstein) to Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and to have adopted by the company the Luxembourg nationality without change of the legal form which will remain the form of a société anonyme / Aktiengesellschaft (S.A./AG) and without discontinuity of the legal status of the company.

The adoption by the company of the form of a public limited company ("société anonyme") / Aktiengesellschaft (S.A./AG) has been subject of a report of the private limited company "Audit Conseil Services Sàrl", independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), R.C.S. Luxembourg B 142.685, with registered office at L-8011 Strassen (Grand Duchy of

Luxembourg), 283, route d'Arlon, established on September 25, 2013, in accordance with the provisions of article 26-1 of the amended law on commercial companies, which concludes as follows:

“Based on our work and given the market condition and other circumstances prevailing at the date of this report, nothing came to our attention that causes us to believe that the value of the assets and liabilities to be transferred are not at least equal to the value of the shares to be issued in consideration, plus share premium.”

The report after having been signed “ne varietur” by the proxy-holder, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be submitted to the registration authorities.

Second resolution

The meeting decides to adopt the following corporate object:

“The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance for resale and dispose of real estate or real estate companies located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.”

Third resolution

The meeting decides to cancel the nominal value of each share.

Fourth resolution

The meeting decides to adopt the Euro as currency of the capital and to convert the existing corporate capital of forty thousand US Dollars (USD 40,000.-) into thirty one thousand two hundred and eight Euro (EUR 31,208.-) at the exchange rate as of July 10, 2013 of one US Dollar (USD 1.-) equal to zero point seven eight zero two Euro (EUR 0.7802).

Fifth resolution

The meeting decides to increase the company's share capital to the extent of four thousand seven hundred and ninety two Euro (EUR 4,792.-), in order to raise it from the amount of thirty one thousand two hundred and eight Euro (EUR 31,208.-) to an amount of thirty six thousand Euro (EUR 36,000.-) without issuing new shares.

Payment

The company's capital increase has been fully paid by contribution in cash of five thousand Euro (EUR 5,000.-) by the shareholders, proportionally to their shareholding in the company; four thousand seven hundred and ninety two Euro (EUR 4,792.-) representing the amount to the extent of which the capital has been increased and two hundred and eight Euro (EUR 208.-) being allocated to a share premium account.

The contribution in cash of five thousand Euro (EUR 5,000.-) has been proved to the undersigned notary by a bank certificate. This amount is now at the free disposal of the company.

Sixth resolution

The meeting decides to adopt a nominal value of one Euro (EUR 1.-) per share and to exchange the forty thousand (40,000) existing shares without a nominal value against thirty six thousand (36,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Seventh resolution

The meeting decides to adopt the name “Novol S.A.” and the articles of association of a Luxembourg public limited company as specified in point 7. of the agenda of the present meeting in English and French, the English version prevailing.

Eighth resolution

The meeting decides to appoint the following persons as director of the category A and directors of the category B until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019:

Director of the category A:

- Mr. Samuel GELRUBIN, company director, born on January 6, 1978 in Neuilly sur Seine (France), residing at F-92200 Neuilly sur Seine (France), 100, boulevard Maurice Barres.

Directors of the category B:

- Ms. Nathalie VAZQUEZ, company director, born on May 11, 1983 in Metz (France), residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,
- Mr. Sébastien ANDRE, company director, born on October 29, 1974 in Metz (France), residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, chairman of the board of directors.

Ninth resolution

The meeting decides to appoint the private limited company COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, with its registered office at L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as supervisory auditor until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2019.

Tenth resolution

The meeting decides to establish the registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

There being no further business on the agenda, the meeting was closed.

Evaluation of the expenses

The amount of the expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated to about two thousand Euro (EUR 2,000.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, the appearing parties have signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'AN DEUX MIL TREIZE, LE VINGT-SIX SEPTEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Novol AG», avec son ancien siège à FL-9495 Triesen (Liechtenstein), c/o Administratral Anstalt, Landstrasse 11, constituée au Liechtenstein le 9 mars 1973, immatriculée au Registre de Commerce du Liechtenstein sous le numéro FL-0001.041.929-2.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoît TASSIGNY, juriste, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert, qui désigne comme secrétaire Madame Ekaterina DUBLET, juriste, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Ekaterina DUBLET, juriste, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

Le bureau étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions sont renseignés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentais. La liste de présence sera gardée à l'étude du notaire.

Les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Il résulte de la liste de présence que toutes les quarante mille (40.000) actions, représentant l'intégralité du capital social émis, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Transfert du siège et de l'administration centrale de la société de Triesen (Liechtenstein) à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et adoption par la société de la nationalité luxembourgeoise sans modification de la forme juridique qui restera celle d'une société anonyme / Aktiengesellschaft (S.A./AG) et sans interruption de la personnalité juridique de la société.

2) Adoption de l'objet social suivant:

«La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder

aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la valorisation en vue de la revente et l'aliénation de biens immobiliers ou de sociétés immobilières situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.»

3) Annulation de la valeur nominale de chaque action.

4) Adoption de l'Euro comme devise du capital et conversion subséquente du capital social de USD 40.000,- à EUR 31.208,- au taux de change du 10 juillet 2013 de USD 1,- égal à EUR 0,7802.

5) Augmentation du capital social à concurrence de EUR 4.792,-, afin de le porter du montant de EUR 31.208,- au montant de EUR 36.000,- sans émission d'actions nouvelles, par un apport en espèces de EUR 5.000,-; EUR 4.792,- représentant le montant de l'augmentation de capital et EUR 208,- étant alloués à un compte prime d'émission.

6) Adoption d'une valeur nominale de EUR 1,- par action et échange des 40.000 actions existantes sans désignation de valeur nominale contre 36.000 actions d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune.

7) Adoption de a) la dénomination de «Novol S.A.», b) des statuts suivants d'une société anonyme luxembourgeoise en anglais et en français; la version anglaise prévalant:

«Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «Novol S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura, cependant, aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la valorisation en vue de la revente et l'aliénation de biens immobiliers ou de sociétés immobilières situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-six mille Euros (EUR 36.000,-) représenté par trente-six mille actions d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Les actions de la société pourront être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La société pourra procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une ou plusieurs actions sont détenues conjointement ou lorsque la propriété d'une ou de plusieurs actions font l'objet d'un contentieux, l'ensemble des per-

sonnes revendiquant un droit sur ces actions doit désigner un mandataire afin de représenter cette ou ces actions à l'égard de la société.

L'absence de la désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette ou ces actions.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, de la catégorie A et de la catégorie B, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un administrateur ne peut excéder six ans, et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.

Lorsqu'à une assemblée générale des actionnaires il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, cette vacance pourra être complétée sur une base temporaire jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables.

Art. 7. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie ou télégramme un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration peuvent aussi être prises par lettre circulaire, les signatures des différents administrateurs pouvant être apposées sur plusieurs exemplaires de la décision écrite du conseil d'administration.

Tout administrateur pourra en outre participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. De plus, il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un administrateur de la catégorie A ensemble avec un administrateur de la catégorie B, ou dans le cas où il y aurait un seul administrateur par sa seule signature, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement.

Le conseil d'administration pourra aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires de la société représente tous les actionnaires de la société. Elle dispose des pouvoirs les plus larges pour décider, mettre en oeuvre ou ratifier les actes en relation avec les opérations de la société, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

L'assemblée générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième lundi de mai à 10.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Chaque action donne droit à une voix. Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télécopie, e-mail, ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée d'actionnaires, et s'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Lorsque la société n'a qu'un actionnaire unique, celui-ci est qualifié par la loi d'«associé» et exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.»

8) Nomination des personnes suivantes comme administrateur de catégorie A et administrateurs de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019:

Administrateur de catégorie A:

- Monsieur Samuel GELRUBIN, administrateur de sociétés, né le 6 janvier 1978 à Neuilly sur Seine (France), demeurant à F-92200 Neuilly sur Seine (France), 100, boulevard Maurice Barres.

Administrateurs de catégorie B:

- Madame Nathalie VAZQUEZ, administrateur de sociétés, née le 11 mai 1983 à Metz (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

- Monsieur Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né le 29 octobre 1974 à Metz (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, président du conseil d'administration.

9) Nomination de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, ayant son siège à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

10) Fixation du siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

IV.- Les documents suivants ont été présentés à l'assemblée générale des actionnaires en relation avec l'ordre du jour:

- une copie de la décision adoptée par l'assemblée générale des actionnaires à Triesen (Liechtenstein) le 19 septembre 2013 en relation avec le transfert du siège social et de l'administration centrale de la société de Triesen (Liechtenstein) à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

- une copie de l'extrait du Registre du Commerce et des Sociétés de Triesen (Liechtenstein) daté du 23 juillet 2013 et certifiant que la société est valablement constituée et non en cours de liquidation;

- le rapport de la société à responsabilité limitée «Audit Conseil Services Sàrl», réviseur d'entreprises agréé, avec siège à L-8011 Strassen (Grand-Duché de Luxembourg), 283, route d'Arlon, R.C.S. Luxembourg B 142.685, établi le 25 septembre 2013.

Les documents prévus, signés «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront attachés au présent acte.

L'assemblée ayant approuvé les déclarations qui précèdent, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège et l'administration centrale de la société de Triesen (Liechtenstein) à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et de faire adopter par la société la nationalité luxembourgeoise sans modification de la forme juridique, qui restera celle d'une société anonyme / Aktiengesellschaft (S.A./AG) et sans interruption de la personnalité juridique de la société.

L'adoption par la société de la forme juridique d'une société anonyme / Aktiengesellschaft (S.A./AG) a fait l'objet d'un rapport de la société à responsabilité limitée «Audit Conseil Services Sàrl», réviseur d'entreprises agréé, R.C.S. Luxembourg B 142.685, avec siège à L-8011 Strassen (Grand-Duché de Luxembourg), 283, route d'Arlon, établi le 25 septembre 2013, conformément aux dispositions de l'article 26-1 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales, qui conclut comme suit:

"Based on our work and given the market condition and other circumstances prevailing at the date of this report, nothing came to our attention that causes us to believe that the value of the assets and liabilities to be transferred are not at least equal to the value of the shares to be issued in consideration, plus share premium."

Le rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire, les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis à l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'adopter l'objet social suivant:

«La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la valorisation en vue de la revente et l'aliénation de biens immobiliers ou de sociétés immobilières situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.»

Troisième résolution

L'assemblée décide d'annuler la valeur nominale de chaque action.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'adopter l'Euro comme devise du capital et de convertir le capital social existant de quarante mille Dollars US (USD 40.000,-) en trente et un mille deux cent huit Euros (EUR 31.208,-) au taux de change du 10 juillet 2013 d'un Dollar US (USD 1,-) égal à zéro virgule sept huit zéro deux Euro (EUR 0,7802).

116580

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre mille sept cent quatre-vingt-douze Euros (EUR 4.792,-), pour le porter de son montant actuel de trente et un mille deux cent huit Euros (EUR 31.208,-) à un montant de trente-six mille Euros (EUR 36.000,-) sans émission de nouvelles actions.

Païement

L'augmentation de capital de la société a été intégralement payée par versement en espèces de cinq mille Euros (EUR 5.000,-) par les actionnaires, proportionnellement à leur participation dans la société; quatre mille sept cent quatre-vingt-douze Euros (EUR 4.792,-) représentant le montant à concurrence duquel le capital a été augmenté et deux cent huit Euros (EUR 208,-) étant affectés au compte prime d'émission.

La somme de cinq mille Euros (EUR 5.000,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par un certificat bancaire.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'adopter une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) par action et d'échanger les quarante mille (40.000) actions existantes sans désignation de valeur nominale contre trente-six mille (36.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Septième résolution

L'assemblée décide d'adopter la dénomination de «Novol S.A.» et les statuts d'une société anonyme luxembourgeoise comme spécifiés dans le point 7. de l'ordre du jour de la présente assemblée en anglais et en français, la version anglaise prévalant.

Huitième résolution

L'assemblée décide de nommer les personnes suivantes comme administrateur de catégorie A et administrateurs de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019:

Administrateur de catégorie A:

- Monsieur Samuel GELRUBIN, administrateur de sociétés, né le 6 janvier 1978 à Neuilly sur Seine (France), demeurant à F-92200 Neuilly sur Seine (France), 100, boulevard Maurice Barres.

Administrateurs de catégorie B:

- Madame Nathalie VAZQUEZ, administrateur de sociétés, née le 11 mai 1983 à Metz (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

- Monsieur Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né le 29 octobre 1974 à Metz (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, président du conseil d'administration.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, ayant son siège à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Dixième résolution

L'assemblée décide de fixer le siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de cet acte s'élève approximativement à deux mille euros (EUR 2.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: B. TASSIGNY, E. DUBLET, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 27 septembre 2013. Relation: RED/2013/1560. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 27 septembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013136278/573.

(130166005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Ukrainian Agrarian Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 161.615.

In the year two thousand and thirteen, on the first day of August.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr Luca Di Fino, Director, residing professionally in Luxembourg,

acting as special attorney in fact of the Board of Directors of UKRAINIAN AGRARIAN INVESTMENTS S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office in L-1430 Luxembourg, 6, Boulevard Pierre Dupong, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 20 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2128 of 12 September 2011 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161.615 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of the undersigned of 19 December 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 362 of 14 February 2013,

by virtue of the authority conferred on him by resolutions adopted by the Board of Directors of the Company on 16 July 2013, an excerpt of which resolutions, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed.

The said appearing person has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I. That the issued share capital of the Company is presently set at forty-nine thousand one hundred and fifteen Dollars of the United States of America and twenty-one cents (USD 49,115.21) divided into thirty-four million five hundred fifty-eight thousand nine hundred and four (34,558,904) shares without nominal value, all fully subscribed and entirely paid up.

II. That pursuant to paragraph 2 of Article 5 of the Company's Articles of Incorporation, the authorized capital of the Company has been fixed at one million three hundred and fifty thousand one hundred and forty Dollars of the United States (USD 1,350,140.-).

III. That the Board of Directors, in its meeting of 16 July 2013 and in accordance with the authority conferred on it pursuant to the Company's Articles of Incorporation, has decided to increase the Company's capital by an amount of one hundred eighty-two Dollars of the United States of America and sixty-seven cents (USD 182.67), so as to raise it from its current amount forty-nine thousand one hundred and fifteen Dollars of the United States of America and twenty-one cents (USD 49,115.21) divided into thirty-four million five hundred fifty-eight thousand nine hundred and four (34,558,904) shares without nominal value, to an amount of forty-nine thousand two hundred ninety-seven Dollars of the United States of America and eighty-eight cents (USD 49,297.88) divided into thirty-four million six hundred eighty-seven thousand four hundred thirty-nine (34,687,439) shares without nominal value, by the issuance of one hundred twenty-eight thousand five hundred thirty-five (128,535) new shares having the same rights and privileges as those attached to the existing shares and entitling to dividends as from the date of the Meeting.

IV. That the Company received a total amount of one hundred eighty-two Dollars of the United States of America and sixty-seven cents (USD 182.67) from Starplace Services Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of British Virgin Islands, with registered office at Trident Cambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,, corresponding to the value one hundred twenty-eight thousand five hundred thirty-five (128,535) new shares without nominal value.

V. That as a consequence of the above mentioned issue of shares paragraph one of Article 5 of the Articles of Incorporation is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. Share Capital (first paragraph). "The share capital of the Company is set at forty-nine thousand two hundred ninety-seven Dollars of the United States of America and eighty-eight cents (USD 49,297.88) divided into into thirty-four million six hundred eighty-seven thousand four hundred thirty-nine (34,687,439) shares without nominal value, all fully subscribed and entirely paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred euro (EUR 1.100.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le premier août.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Monsieur Luca Di Fino, Administrateur, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant comme mandataire spécial du Conseil d'Administration de UKRAINIAN AGRARIAN INVESTMENTS S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1430 Luxembourg, 6, Boulevard Pierre Dupong, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 20 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2128 du 12 septembre 2011, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 161.615 (la "Société"). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 19 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 362 du 14 février 2013,

en vertu d'une procuration qui lui a été conférée par résolutions adoptées par le Conseil d'Administration de la Société en date du 16 juillet 2013, un extrait desdites résolutions, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'enregistrer les déclarations et constatations suivantes:

I. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à quarante-neuf mille cent quinze dollars des Etats-Unis et vingt et un cents (USD 49.115,21) représenté par trente-quatre millions cinq cent cinquante-huit mille neuf cent quatre (34.558.904) actions sans valeur nominale, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

II. Qu'en vertu du deuxième paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société a été fixé à un million trois cent cinquante mille cent quarante dollars des Etats-Unis (USD 1.350.140,-).

III. Que le Conseil d'Administration, lors de sa réunion en date du 16 juillet 2013 et conformément au pouvoir qui lui a été conféré en vertu des statuts de la Société, a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent quatre-vingt-deux dollars des Etats-Unis et soixante-sept cents (USD 182,67) pour le porter de son montant actuel de quarante-neuf mille cent quinze dollars des Etats-Unis et vingt et un cents (USD 49.115,21) représenté par trente-quatre millions cinq cent cinquante-huit mille neuf cent quatre (34.558.904) actions sans valeur nominale, à un montant de quarante-neuf mille deux cent quatre-vingt-dix-sept dollars des Etats-Unis et quatre-vingt-huit cents (USD 49.297,88) représenté par trente-quatre millions six cent quatre-vingt-sept mille quatre cent trente-neuf (34.687.439) actions sans valeur nominale par l'émission de cent vingt-huit mille cinq cent trente-cinq (128.535) nouvelles actions ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes et donnant droit aux dividendes à partir de la date de l'Assemblée.

IV. Que la Société a reçu un montant total de cent quatre-vingt-deux dollars des Etats-Unis et soixante-sept cents (USD 182,67) de Starplace Services Limited, société à responsabilité limitée constituée selon les lois des Iles Vierges Britanniques, avec siège social à Trident Cambers, P.O. Box 146, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, correspondant à la valeur nominale de cent vingt-huit mille cinq cent trente-cinq (128.535) nouvelles actions sans valeur nominale.

V. Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié en conséquence et sera désormais rédigé comme suit:

Art. 5. Capital souscrit (premier paragraphe). «Le capital social de la Société est fixé à quarante-neuf mille deux cent quatre-vingt-dix-sept dollars des Etats-Unis et quatre-vingt-huit cents (USD 49.297,88) représenté par trente-quatre millions six cent quatre-vingt-sept mille quatre cent trente-neuf (34.687.439) actions sans valeur nominale, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges toute nature payable par la Société suite en raison du présent acte sont estimés à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Di Fino, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 août 2013. Relation: LAC/2013/36316.

Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 9 août 2013.

Référence de publication: 2013116393/115.

(130140955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Hellas S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Am Roemerhof S.à r.l.).
Siège social: L-1420 Luxembourg, 1, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 173.547.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am zweiten Tag des Monats August.

Vor dem unterzeichneten Notar Edouard DELOSCH mit Amtswohnsitz in Diekirch.

Ist erschienen:

Die Aktiengesellschaft SHANGHAI INVESTMENT TRUST S.A., mit Sitz in L-1470 Luxembourg, 7, Route d'Esch, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 166.227,

hier vertreten durch Herrn Louis FELICETTI, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch, auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht, vom Bevollmächtigten und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterschrieben, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht folgendes zu beurkunden:

I. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung Am Roemerhof S.à r.l., mit Sitz in L-1420 Luxembourg, 1, Avenue Gaston Diderich, H.G.R. Luxemburg Nummer B 173.547, (die "Gesellschaft"), gegründet wurde aufgrund einer Urkunde aufgenommen durch den in Remich residierenden Notar Patrick SERRES am 11. Dezember 2012, veröffentlicht im Memorial C Nummer 236 vom 31. Januar 2013, die Satzung wurde seit der Gründung nicht mehr abgeändert.

II. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in einhundert (100) Anteile von jeweils einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), alle der Aktiengesellschaft SHANGHAI INVESTMENT TRUST S.A. (die "Alleingesellschafterin"), vorbenannt, zugeteilt.

Somit ist das gesamte Kapital hier vertreten.

Die Alleingesellschafterin, handelnd in der oben genannten Eigenschaft, erklärt vollständig über die Beschlüsse unterrichtet zu sein, die auf Basis der folgenden Tagesordnung zu fassen sind:

Tagesordnung

1. Änderung der Gesellschaftsbezeichnung in „HELLAS S.à r.l.“;
2. Abänderung des Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft um sie dem obigen Beschluss anzupassen;
3. Sonstiges.

III. Alsdann ersucht die Alleingesellschafterin, vertreten wie vorerwähnt, den amtierenden Notar nachfolgende Beschlüsse, zu beurkunden, wie folgt:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt die Gesellschaftsbezeichnung von „Am Roemerhof S.à r.l.“ umzuändern in „HELLAS S.à r.l.“.

Zweiter Beschluss

Gemäß dem vorerwähnten Beschluss beschließt die Alleingesellschafterin Artikel 4 der Satzung wie folgt abzuändern:

„ **Art. 4.** Die Gesellschaft führt den Namen „HELLAS S.à r.l.““

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstehen, werden auf ungefähr neunhundert Euro (EUR 900,-) geschätzt.

Woraufhin, vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Diekirch aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat dieselbe vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: L. FELICETTI, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 05 août 2013. Relation: DIE/2013/9715. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 13. August 2013.

Référence de publication: 2013116454/53.

(130141592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

EMS Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 158.728.954,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 141.255.

In the year two thousand and thirteen, on the first of August.

Before US Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach.

There appears:

EMS Technologies - LXE, a Luxembourg general corporate partnership ("société en nom collectif"), with registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 144.926,

here represented by Ms. Peggy Simon, private employee, with professional address at 9 Rabatt, L-6475 Echternach, by virtue of a proxy established on August 1st, 2013.

The said proxy, signed "ne variatur" by the proxyholder of the company appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company existing in Luxembourg under the name of "EMS Holdings" (the "Company"), with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141.255, incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated August 20th, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2295 of September 19th, 2008, and amended for the last time by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated March 17th, 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1511 of July 8th, 2011.

II. The Company's share capital is set at one hundred and fifty-eight million seven hundred and twenty-eight thousand nine hundred and fifty-four U.S. Dollars (USD 158,728,954.-) represented by one hundred and eighteen million nine hundred and ninety-six thousand one hundred and forty-two (118,996,142) shares without nominal value.

III. The sole shareholder resolved to transfer, with immediate effect, the registered office of the Company from its current address set at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg to 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

IV. Pursuant to the above resolution, the sole shareholder resolved to amend therefore article 5 of the Company's articles of association, to give it henceforth the following wording:

" **Art. 5. Registered Office.** The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by means of a resolution of the sole manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers in accordance with these Articles or to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The Company may have branches and offices, both in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad."

V. The sole shareholder resolved to appoint with immediate effect the following persons as new type A managers of the Company for an unlimited duration:

- Mrs. Marie-Astrid Dubois, born in Tullins, France, on May 21st, 1961, with professional address at Hermes Plaza, Hermeslaan, 1H, B-1831, Diegem Belgium; and

- Mr. Nicolas Belin, born in Versailles, France, on July 30th, 1959, residing at 7, Allée de la Capitainerie, 78230, Le Pecq, France.

VI. The sole shareholder resolved to appoint with immediate effect the following persons as new type B managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr. Luc Sunnen, born in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on December 22nd, 1961, with professional address at 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Christophe Fender, born in Strasbourg, France, on July 10th, 1965, with professional address at 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand Duchy of Luxembourg.

VII. The sole shareholder resolves to accept with immediate effect the resignation of the following persons as managers of the Company:

- Mr. Olivier Tehio, type B manager, born on November 16th, 1972, residing at 25bis, Allée de Provence, 13620 Carry le Rouet, France; and

- Mr. Peter Howes, type A manager, born on February 28th, 1964, residing at 9, Thrimley Lane, Farnham, Bishop's Stortford, CM231HX, United Kingdom.

VIII. Pursuant to the above resolution, the sole shareholder resolved to grant them discharge for the exercise of their mandates until the date of their resignation.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarised deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the company appearing, who is known to the notary by her Surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille treize, le premier août.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach.

A comparu:

EMS Technologies - LXE, une société en nom collectif luxembourgeoise, ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.926,

ici représentée par Madame Peggy Simon, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 9 Rabatt, L-6475 Echternach, en vertu d'une procuration donnée le 1^{er} août 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de «EMS Holdings» (la «Société»), ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.255, constituée suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg, reçu en date du 20 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2295 daté du 19 septembre 2008, et modifié pour la dernière fois par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, daté du 17 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1511 daté du 8 juillet 2011.

II. Le capital social de la Société est fixé à cent cinquante-huit millions sept cent vingt-huit mille neuf cent cinquante-quatre U.S. Dollars (USD 158.728.954,-) représenté par cent dix-huit millions neuf cent quatre-vingt-seize mille cent quarante-deux (118.996.142) parts sociales sans valeur nominale.

III. L'associé unique a décidé de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société de son adresse actuelle située au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

IV. Suite à la résolution qui précède, l'associé unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts en conséquence pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Siège.** Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la municipalité de Luxembourg par décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance conformément aux Statuts ou en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg ou à l'étranger.»

V. L'associé unique a décidé de nommer avec effet immédiat les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de type A de la Société:

- Mme Marie-Astrid Dubois, née à Tullins, France, le 21 mai 1961, ayant son adresse professionnelle au Hermes Plaza, Hermeslaan, 1H, B-1831, Diegem Belgique; et

- M. Nicolas Belin, né à Versailles, France, le 30 juillet 1959, résidant au 7, Allée de la Capitainerie, 78230, Le Pecq, France.

VI. L'associé unique a décidé de nommer avec effet immédiat les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de type B de la Société:

- M. Luc Sunnen, né à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 22 décembre 1961, ayant son adresse professionnelle 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Christophe Fender, né à Strasbourg, France, le 10 juillet 1965, ayant son adresse professionnelle 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand Duchy of Luxembourg.

VII. L'associé unique a décidé d'accepter avec effet immédiat la démission des personnes suivantes en tant que gérants de la Société:

- M. Olivier Tehio, gérant de classe B, né le 16 novembre 1972, demeurant au 25bis, Allée de Provence, 13620 Carry le Rouet, France; et

- M. Peter Howes, gérant de classe A, né le 28 février 1964, demeurant au 9, Thrimley Lane, Farnham, Bishop's Stortford, CM231HX, Royaume-Uni.

VIII. En conséquence de la résolution qui précède, l'associé unique a décidé de donner décharge aux gérants démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'au jour de leur démission.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 05 août 2013. Relation: ECH/2013/1473. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 08 août 2013.

Référence de publication: 2013116645/135.

(130141581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Business & Marketing (B & M) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8059 Bertrange, 3, Grevelsbarrière.

R.C.S. Luxembourg B 152.443.

DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le trente juillet,

par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu

Monsieur René TALBOT, employé privé, né à Bleid (Belgique), le 4 juillet 1948, demeurant à B-6700 Arlon, 10, rue des Blindés.

Lequel comparant, représentant l'intégralité du capital souscrit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1° Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée «BUSINESS & MARKETING (B & M) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-8059 Bertrange, 3, Grevelsbarrière, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B 152.443, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 12 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1070 du 21 mai 2010 (la «Société») et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire soussigné du 11 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2095 du 23 août 2012.

2° Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par vingt-cinq (25) parts sociales, d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500) chacune.

3° Par la présente, Monsieur René TALBOT, prénommé, en sa qualité d'associé unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation. Il assume la fonction de liquidateur.

4° En cette qualité, l'associé unique déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, que l'associé unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge

tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; par conséquent la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

5° L'universalité des éléments actifs et passifs, sans aucune restriction ni limitation, du patrimoine de la Société sont considérés transférés à leur valeur comptable à l'associé unique à la date d'aujourd'hui. Le transfert de l'universalité des éléments actifs et passifs de la Société sera réalisé en contrepartie de l'annulation des parts sociales détenues par l'associé unique dans la Société.

6° Tous droits et obligations de la Société vis-à-vis des tiers seront pris en charge par l'associé unique.

7° Le liquidateur et associé unique a parfaitement connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

8° Les comptes de la Société relatifs aux exercices sociaux passés sont approuvés à la date de la présente assemblée et le liquidateur et associé unique prend note des comptes de liquidation de la Société et par la présente approuve ces comptes. Le liquidateur et associé unique renonce à l'examen des comptes de liquidation et à l'établissement d'un rapport par un commissaire à la liquidation.

9° Décharge pleine et entière est accordée au gérant pour l'exécution de son mandat.

10° Les livres et documents de la Société seront conservés pendant la durée de cinq (5) ans à l'adresse de l'associé unique.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. TALBOT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 juillet 2013. LAC/2013 /35732. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013116552/48.

(130141712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Globe Express Services, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 139.305.

Extrait des résolutions prises à Luxembourg par l'associé unique de la société en date du 6 août 2013

1. L'associé unique prend acte de la démission de Monsieur Laurent GODINEAU de son mandat de gérant, ayant pouvoir de signature B, de la Société, avec effet au 19 avril 2013.

2 L'associé unique décide de nommer, en remplacement de Monsieur Laurent GODINEAU, Monsieur Aidan FOLEY, administrateur de sociétés, né à Port Lairge/Waterford (Irlande) le 8 décembre 1976, demeurant professionnellement au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant, ayant pouvoir de signature B, de la Société avec effet au 20 avril 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013116093/16.

(130141130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Cira Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 29.168.

L'an deux mille treize, le trente-et-un juillet,

par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme «CIRA HOLDING S.A.» (la «Société»), ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29.168, constituée suivant acte notarié, en date du 31 octobre 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 23 du 27 janvier 1989.

Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 12 juillet 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1384 du 24 septembre 2002.

L'assemblée est ouverte à 11.15 heures sous la présidence de Madame Cheryl Geschwind, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

qui désigne comme secrétaire Madame Martine Zellinger, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Marie Kaiser, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Suppression de la possibilité d'avoir des actions au porteur et modification de l'article 3 des statuts relatif au capital social pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à deux millions quatre cent quatre-vingt euros (2.480.000,- EUR) représenté par seize mille (16.000) actions d'une valeur nominale de cent cinquante-cinq euros (155,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives.

La Société peut racheter ses propres actions dans la limite fixée par la loi.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.»;

2. Modification de l'article 2 des statuts relatif à l'objet social pour lui donner la teneur suivante:

«La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

En outre, la Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers. La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.»;

3. Refonte complète des statuts.

II.- Que l'actionnaire unique représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire unique représenté se reconnaît dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la suppression de la possibilité d'avoir des actions au porteur et par conséquent la modification de l'article 3 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à deux millions quatre cent quatre-vingt euros (2.480.000,- EUR) représenté par seize mille (16.000) actions d'une valeur nominale de cent cinquante-cinq euros (155,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives.

La Société peut racheter ses propres actions dans la limite fixée par la loi.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts».

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la Société et par conséquent modification de l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

En outre, la Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide la refonte complète des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de «CIRA HOLDING S.A.» (ci-après dénommée «la Société»).

Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée du siège social avec l'étranger se produiront ou seraient à craindre, le siège social pourrait provisoirement être transféré à l'étranger jusqu'à ce que les conditions soient redevenues entièrement normales.

La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui, selon les circonstances, sera le mieux placé pour y procéder.

L'assemblée générale des actionnaires décidera en dernier lieu et souverainement, même à posteriori, si les événements relatés ci-dessus ont constitué des cas de force majeure.

Une telle mesure n'aura pas d'effet sur la nationalité de la Société, qui nonobstant le transfert de son siège à l'étranger, restera luxembourgeoise.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 2. La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

En outre, la Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient

une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 3. Le capital social est fixé à deux millions quatre cent quatre-vingt euros (2.480.000,- EUR) représenté par seize mille (16.000) actions d'une valeur nominale de cent cinquante-cinq euros (155,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives.

La Société peut racheter ses propres actions dans la limite fixée par la loi.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 4. Dans ces statuts, toute référence au conseil d'administration sera une référence à l'administrateur unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un actionnaire unique.

Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'actionnaire unique de la Société. Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois (3) administrateurs, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Art. 5. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence; il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Il pourra en outre procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Le conseil d'administration peut désigner son président. Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Une résolution écrite signée par tous les administrateurs aura la même validité et la même vigueur qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil d'administration régulièrement convoquée et tenue. Pareille résolution pourra résulter de plusieurs écrits ayant la même forme et signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou la signature individuelle de l'administrateur unique si la Société est administrée par un seul administrateur, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle a été délégué la gestion journalière de la Société, dans les limites de la gestion journalière, ou par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration ou l'administrateur unique, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société par le conseil d'administration agissant par son président ou un délégué du conseil.

Art. 6. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour le terme de six ans au maximum.

Art. 7. L'année sociale commence le premier juillet et finit le trente juin.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quatrième lundi du mois de septembre à quatorze heures à Luxembourg, au siège social, ou à tout autre endroit à désigner dans les convocations. Si telle date est un jour férié à Luxembourg, l'assemblée se réunit le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tout ou partie des bénéfices et réserves, autres que ceux que la loi ou les statuts interdisent de distribuer peuvent être affectés à l'amortissement du capital par voie de remboursement au pair de toutes les actions ou d'une partie de celles-ci désignées par tirage au sort, sans que le capital exprimé ne soit réduit. Les titres remboursés sont annulés et remplacés par des actions de jouissance qui bénéficient des mêmes droits que les titres annulés, à l'exclusion du droit de remboursement de l'apport et du droit de participation à la distribution d'un premier dividende attribué aux actions non amorties.

Art. 10. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. GESCHWIND, M. ZELLINGER, M. KAISER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 août 2013. LAC/2013 /36252. Reçu soixante-quinze euros € 75,-.

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013116583/195.

(130141958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2013.

Icetree S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, Allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 167.963.

Suite aux résolutions du conseil de gérance en date du 11 juillet 2013 de la Société Ictree S.à r.l. la décision suivante a été prise:

- Le siège de la Société est transféré du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au 1, allée Scheffer, L-2520, Luxembourg, à partir du 11 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick van Denzen

Gérant B

Référence de publication: 2013116112/15.

(130141211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

One Brindleyplace Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 179.329.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts, signé en date du 29 juillet 2013, que l'associé unique de la Société, Trinova Select Lux S.A., a transféré 9.314 des 11.000 parts sociales qu'il détient dans la Société à:

- Trinova Select ESP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B179295;

- Trinova Real Estate LLP, une limited liability partnership, constituée et régie selon les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social à l'adresse suivante: 24, Lime Street, Londres EC3M 7HS, Royaume-Uni et immatriculée auprès du Registrar of Companies of England and Wales sous le numéro OC35097;

- Psagot Provident Funds and Pension Ltd., une limited company, constituée et régie selon les lois d'Israël, ayant son siège social à l'adresse suivante: 14 Ahad Ha'am Street, Tel-Aviv, Israël et immatriculé auprès du Registrar of Companies in the State of Israel sous le numéro 513765347.

Les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

Trinova Select Lux S.A.	1.686 parts sociales
Trinova Select ESP S.à r.l.	3.923 parts sociales
Trinova Real Estate LLP	1 part sociale
Psagot Provident Funds and Pension Ltd.	5.390 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2013.
One Brindleyplace Lux S.à r.l.
Lucinda Clifton-Bryant / -
Manager / -

Référence de publication: 2013116248/29.

(130140727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Jucharo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 146.549.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 1^{er} août 2013

- Acceptation de la démission de Madame Noëlle PICCIONE de son mandat de gérant de catégorie B avec effet au 6 juin 2013;

- Nomination de Monsieur Renaud LEONARD, employé privé, né le 8/11/1979 à Bastogne, avec adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée avec effet immédiat;

Pour Jucharo S. à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013116137/16.

(130141286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Layetana Development Partners 1 - LUX, GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 123.299.

La dénomination de l'associé unique, Layetana Desarrollos Inmobiliarios, S.L., a changé et est devenue, ESCUFER 2010, SOCIEDAD LIMITADA.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 août 2013.

Référence de publication: 2013116165/12.

(130141102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.

Lux 16 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 177.972.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales prenant effet en date du 8 août 2013 que la société Starwood Capital Operations LLC, dont le siège social se situe Corporation trust Centre, 1209 Orange Street, City of Wilmington, Comté de New Castle, State of Delaware, USA, a cédé toutes les parts sociales qu'elle détenait dans la Société, soit:

- 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 25 (vingt cinq EUR) chacune à la société SOF-IX Lux Master Co S.à r.l. dont le siège social se situe 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B164480.

Les détenteurs de parts sociales sont désormais les suivants:

- SOF-IX Lux Master Co S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thierry Drinka

Gérant

Référence de publication: 2013116184/19.

(130140760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2013.
